



COMPTE-RENDU CSE Central

26 juin 2025

france.tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

VIGILANCE ROUGE CANICULE : ASPHYXIE, NAUSÉES, VERTIGES À FTV

Pour lire notre liminaire, c'est [ICI](#)

La situation générale de l'entreprise, Delphine Ernotte

Retours sur...

Cannes, un beau succès en termes d'audience, mais aussi, 20 films présentés par France Télévisions et un prix du jury (« jeunes mères » des frères Dardenne).

Roland Garros, pareil, de belles audiences sur le linéaire mais aussi sur la chaîne numérique créée spécialement pour cet événement sportif. Sur cette chaîne, l'interactivité a bien marché.

La plateforme France.tv est devenue incontournable, avec 40 M de visiteurs uniques en mai, et à noter, une belle audience qui rappelle celle des JO, 4,4 M de visiteurs quotidiens sur la plateforme.

JUIN 2025

Le changement de canal de France info serait déjà positif, la chaîne est passée au-dessus du 1% d'audience ; idem pour France 4, dont la programmation renforcée en soirée aurait des effets encourageants.

La marque antenne « franceTV.fr » n'est pas rejetée par les téléspectateurs, selon la PDG : ils critiquent plus la taille du logo que son existence.

En cette fin juin, le pôle Outremer, ex Malakoff, est arrivé à MFTV (au siège), c'est une des dernières étapes de Campus, et D. Ernotte en profite pour saluer le travail de tous ceux qui ont contribué au projet Campus.

Elle revient sur la **panne antenne de samedi dernier** et recontextualise : en septembre 2024, des analyses dans les tours de clim ont permis de constater la présence de bactéries de légionnelle. Conséquence, un arrêt des tours et des travaux, qui ont nécessité la mise en œuvre d'une clim supplémentaire, à l'extérieur du bâtiment, et protégé par une grille. Vendredi dernier vers 19H, quelqu'un a ouvert la vanne d'eau qui sert à refroidir le système de clim, notamment celui du CDE. Cela a provoqué l'arrêt des serveurs du CDE dans la nuit, et la surchauffe de la régie de France Info. Lors de cette panne, toutes les équipes ont fait au mieux, et D. Ernotte salue leur travail. FTV est en migration vers le cloud, les serveurs auront moins besoin de clim. D'ores et déjà, après la panne, la migration du réseau F3 a été avancée et est terminée, reste à faire migrer les chaînes du national.

On, le sait, « on est en fragilité sur la clim, on attend les résultats des analyses bactériologiques sur les tours pour les remettre en marche ». Mais la Présidente tient à le préciser : il n'y a pas de légionnelle dans le bâtiment. En tout cas, il faut régler ce problème de clim, pour passer l'été correctement – et rapidement, parce qu'en cette fin juin / début juillet, les fortes chaleurs reprennent.

SUIVEZ-NOUS SUR



[CFDT-FTV.FR](https://www.cfdt-ftv.fr)



france.tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

Et puis, **il y a le sujet de la holding**. La situation devient « pénible », selon la Présidente, qui affirme qu'elle n'est pas favorable à une holding mais plaide pour une fusion des entreprises de l'AV public. Elle dit avoir toujours été favorable à une BBC à la française, à un changement de gouvernance, à une pérennité des financements et à des moyens suffisants. La holding oui, à condition qu'elle préfigure une fusion. Elle souligne que le rapport Bloch (commandé par la ministre de la Culture à Laurence Bloch, ex directrice de France Inter, qui a planché sur les contours que pourrait prendre une holding), ne répond pas à cela. « La filialisation ce n'est pas une BBC. Cela sépare les équipes, coûte cher, inquiète ». La holding qui aurait pour conséquence la création de filiales, c'est non, « cela ne fait pas sens », nous dit-elle.

Autre sujet, **le FTV bashing** de la part d'autres médias, notamment audiovisuels. Des médias qui appartiennent à une « galaxie » qui s'en prend ouvertement à l'AV public et au travail des journalistes ». Mais on doit tenir bon, on doit continuer d'enquêter », affirme D. Ernotte. Parce que ce climat est délétère et dangereux pour l'AV public. Et cela risque de durer jusqu'en 2027, les présidentielles.

Question des élus : **quid des rumeurs selon lesquelles la cellule « ICI » du national disparaîtrait**, les sujets pour les régions seraient alors fabriqués par les journalistes deskeurs de France Info ? D. Ernotte se dit surprise : certes, Alexandre Kara, le directeur de l'info, travaille avec le réseau sur de nouveaux projets, de nouvelles organisations, mais rien, rien, rien, n'est fait !

Pour terminer, la Présidente est heureuse d'annoncer la parution, le 27 juin, du « livre blanc de La Filière », cette association qui rassemble tous les diffuseurs nationaux (sauf C+), et les syndicats de producteurs et d'auteurs. Tous adhèrent aux principes de l'indépendance due d'audiovisuel public grâce au financement public qui est un investissement, pas un coût, du soutien du CNC, du respect du droit d'auteur.

JUIN 2025

Au menu de ce CSE C : les moyens de La Fabrique (Vidéo mobiles), la revue du personnel, le rapprochement France 3 / France Bleu, la marque générique france.tv, l'évolution des usages vidéo, et la désignation d'un nouveau président de la commission Outre-Mer et de deux nouveaux membres de la CSSCT-C.

SUIVEZ-NOUS SUR



Projet d'évolution des moyens mobiles de la Fabrique - Juin 2025 ([Lire notre tract ICI](#))

La direction affiche une volonté de « réorganiser » la flotte des vidéos mobiles, soit actuellement 7 cars et des véhicules d'accompagnement.

CFDT-FTV.FR

Clairement, depuis 2016, la Fabrique est restructurée, transformée, réorganisée. Mais quelle est la stratégie ? Pourquoi réduire les moyens de La Fabrique, comment développer cette activité dans ce cas ? Les moyens de La Fabrique sont-ils vraiment utilisés en interne comme ils devraient l'être ?

La direction estime que ce redimensionnement du parc des VM n'aura pas d'impact : simplement, les autres VM seront planifiées différemment, et des moyens plus légers seront mis en avant.

Pourquoi ? La direction invoque l'obsolescence technique des cars « Benjamins », qui ne répondent plus aux normes environnementales, dans un contexte de contraintes budgétaires. Renouveler ces cars coûterait, dit-elle, 10 M d'euros. De plus, la demande tendrait vers les moyens plus légers, les Benjamins seraient moins demandés. 1000 jours de travail pour le parc des VM qui restent, c'est l'objectif fixé. Un objectif qui pourrait être dépassé, on sait qu'il y a 300 jours de « marge à aller chercher », explique la direction.



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

Les élus contestent ce projet. Il entraîne des modifications importantes des conditions de travail et les arguments économiques de la direction sur ce sujet ne sont pas convaincants. Une expertise a donc été menée pour le compte du CSE C.

Les risques identifiés : c'est la fin des collectifs, puisque des rotations sur les différents moyens de VM sont prévues. La planification des salariés comme de l'activité devra donc être précise et elle devra anticiper ; les salariés devront s'approprier de nouveaux process et d'autres outils, des départs ne seront pas remplacés. Et ceux qui refuseront une nouvelle affectation parce que leur car disparaît, seront-ils licenciés ?

L'emploi : concrètement, ce projet implique donc une diminution du nombre de moyens « lourds », et un redéploiement des postes affectés à ces deux Benjamins (22 postes) vers d'autres moyens de VM. Quatre postes d'adjoints Chef de car seraient créés, 3 postes seraient redéployés vers le hub de Bois d'Arcy. Le poste de responsable hub & logistique à Bois d'Arcy sera pourvu en septembre. La Fabrique doit contribuer à l'effort de réduction des ETP de FTV, avec - 7 ETP. La suppression des deux Benjamins permet aussi de tenir cet objectif, en évitant le comblement de postes vacants.

Mais que deviennent-ils, ceux qui travaillent aujourd'hui sur ces deux VM ? la direction leur proposera des postes sur d'autres VM, sur leur emploi. Pas de reclassement, sauf s'ils refusent les postes proposés : alors, ils pourront bénéficier de propositions d'emploi dans tout FTV voire d'une reconversion. **C'est une intervention de la DRH de FTV en réunion de ce CSE C, qui a permis d'obtenir cette clarification :** en effet, jusque-là, la DRH de La Fabrique expliquait que les postes proposés le seront « aux bornes de la VM », et que le refus de ces propositions aurait pour conséquence... le licenciement. Les chefs de car, eux, restent chef mais ils n'auront plus d'équipe : ils seront responsables d'opérations, avec des équipes changeantes sous leur responsabilité.

JUIN 2025

Deux VM disparaissent, mais le D4, qui date de 2009 et classé Crit'Air 3, sera mis à niveau : sa configuration spécifique correspondrait, explique la direction, aux attentes de FTV. Alors qu'aujourd'hui, il ne peut pas être planifié sur certaines opérations par manque de personnel, la suppression des deux Benjamins permettrait aussi de « reventiler » du personnel vers le D4 en cas de besoin.

La direction déléguée au pilotage de la performance et régulation d'activité est maintenant rattachée à la direction de la commande client, dont le directeur sera responsable de ces deux secteurs.

L'argument « écologique » : les normes environnementales sont mises en avant par la direction pour justifier la fin de l'exploitation des cars « Benjamin ». Ceux-ci sont classés Crit'Air 4, et les ZFE sont un obstacle à leurs déplacements. Mais ces ZFE ont été mises en place, dans les métropoles, dès 2021, et jusque-là, les difficultés de circulation des Benjamins et des véhicules d'accompagnement n'étaient pas mises en avant. Des dérogations existent, tout comme des solutions techniques pour adapter les poids lourds aux contraintes administratives.

Et les salariés ? Les élus soulignent qu'ils ne comprennent pas ce projet, parce qu'il n'est pas ancré dans la réalité, parce qu'il existe certainement sur des tableaux Excel avec pour but d'optimiser et d'économiser... pas sur le terrain, les arguments portés par la direction sont loin d'être convaincants. En effet, les Benjamins répondent à une majorité des demandes de captation, ils sont pleinement rentabilisés et peuvent encore « vivre » 3 ou 4 ans. De plus, la future organisation du travail est incompréhensible, elle ne tient pas compte des contraintes d'installation et de préparation avant les opérations, et les salariés craignent de devenir des « ressources interchangeables ».

SUIVEZ-NOUS SUR



[CFDT-FTV.FR](https://www.cfdt-ftv.fr)



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

Ajoutons à tout cela le fait que ce projet a été construit sans eux, présenté après les JO et le formidable travail des équipes des VM sur les jeux, alors qu'il était dans les cartons de la direction de La Fabrique depuis avril 2024. **La confiance... ne se décrète pas, et là, la direction a laissé passer une occasion de le restaurer.**

Et puis, l'activité de Vidéo Mobile se limite à ce que l'on veut bien lui confier : FTV est cliente de La Fabrique et peut choisir de confier une commande au privé. **Il nous semble essentiel que La Fabrique soit le partenaire privilégié de et dans l'entreprise pour la fabrication de nos programmes, les captations, etc.** Nous en sommes persuadés, le « client » FTV peut faire mieux en matière de recours à La Fabrique.

Une fois de plus, La Cfdt et la CGT demandent un moratoire sur ce projet, pour construire l'avenir des VM avec les salariés.

Information/consultation sur le projet pilote de revue du personnel à destination de la filière RH ([lire l'avis ICI](#))

Un test de revue du personnel, circonscrit au secteur RH de l'entreprise, sera mené dès lors que le CSE C, informé et consulté, a donné son avis. C'est chose faite, la revue peut être lancée, et son bilan fera l'objet d'un partage avec les élus et d'une analyse commune.

« ICI » : la proximité au service du marketing, pas des salariés

Le juge, appelé à la rescousse par les élus pour obliger la direction à les consulter sur le rapprochement des réseaux France 3 et France bleu, a donc tranché : oui, les élus doivent être informés et consultés sur ce projet qui change fondamentalement la donne pour les salariés du réseau France 3. Et les élus rappellent que normalement, cette information-consultation doit avoir lieu AVANT la mise en œuvre d'un projet, et pas APRÈS.

JUIN 2025

Alors c'est Philippe Martinetti, directeur délégué des antennes et des programmes de l'offre régionale qui s'y colle.

Le rapprochement ? Ce sont des coopérations notamment sur le sport, sur les élections, sur les supports numériques comme l'appli ICI et le site commun ICI (URL France Bleu mais dans les mois à venir, le site s'appellera ICI.fr). Et puis, un rapprochement, cela demande du temps, c'est du long terme, d'ailleurs, on se rapproche depuis 2021, avec des « initiatives » communes... ICI répond à une ambition plus large, qui s'inscrit dans une stratégie de marque globale. Le CSE réseau a été informé, l'identifiant existe au travers de l'appli depuis longtemps.

L'information des élus ? Ben voyons, les élus du CSE réseau ont été informés, en toute transparence, des projets, en amont... Et la direction estime qu'elle a fait le taf, en proposant aux organisations syndicales, un « accord de méthode » pour définir le cadre de cette information : une commission pour pré mâcher le travail du CSE Réseau.

Une commission, donc. Nous en avons déjà fait l'expérience, de la commission qui se réunit puis ne se réunit plus, qui finit par tourner en rond... Alors c'est non.

« Il n'y a pas de plan caché », se défend P. Martinetti, « on a toujours informé des projets ». Alors non, les élus du Réseau F3 ont été informés « par petites touches », sur des bouts de bouts de projets, ils ont découvert des initiatives locales par des alertes venues du terrain, et ils soulignent que les impacts de ces projets ne sont jamais évoqués ou analysés. Et que jamais ils ne peuvent se faire une idée du projet dans sa globalité.

SUIVEZ-NOUS SUR



[CFDT-FTV.FR](https://www.cfdt-ftv.fr)



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

D. Ernotte intervient, pour expliquer que jusque-là, compliqué de se rapprocher quand on est dans l'attente d'une décision sur la gouvernance à venir des entreprises de l'AV public. Fusion, pas fusion, holding, pas holding... Quand se sera tranché, « on pourra enfin discuter sereinement de nos coopérations ».

La direction nous vend donc « ICI » comme une révolution du service public : plus proche, plus local, plus ancré. Mais ne nous leurrions pas, **derrière ce projet se cache une stratégie de recentralisation déguisée**. Ce que la direction appelle une « reconquête des territoires », c'est en réalité une opération de communication préparant l'effacement de la 3 et la filialisation avec ICI Radio (ex France Bleu).

La concertation avec les élus, avec les salariés ? La direction s'en passe. Circulez, y'a rien à voir.

Déconcentration de l'info : la direction se félicite de confier toute l'information de France 3 aux rédactions régionales. En réalité, cette soi-disant autonomie reste strictement encadrée par des logiques étrangères aux besoins des rédactions. Pour préparer la filialisation d'ICI, il faut soigneusement éviter les coopérations entre le siège et les antennes régionales... Ne serait-ce pas la véritable raison de cette nouvelle stratégie à l'étude ?

Quant à l'anticipation des problèmes... nous aurons bien le temps d'en parler lorsque les salariés seront à bout après une nouvelle réorganisation des JT régionaux et de la rédaction nationale. **Va-t-on vers une nouvelle crise « Tempo » ?**

Nous le savons, les régions n'auront jamais les moyens de tout couvrir, de l'international au local, avec des effectifs réduits et une pression accrue.

Transformation numérique : le terrain bricole pendant que Paris communique. 3 millions de visites par jour ? Très bien. **Mais les moyens ne suivent pas.** Les salariés du numérique font ce qu'ils peuvent, sans stratégie claire. La convergence numérique repose encore une fois sur les épaules du terrain, sans accompagnement. La direction se gargarise de chiffres. **Nous, on parle surcharge, et débrouille permanente.**

Une gouvernance illisible : changer le nom des directions régionales pour les appeler « ICI TV Occitanie » ou « ICI TV Bretagne », et pourquoi pas « ICI là-bas » ... ne règle rien. Et sur le fond, la gouvernance reste confuse, lourde, illisible.

Les CSE sont informés à la dernière minute, les décisions sont prises sans concertation réelle. **Et quand on parle d'« hyper-proximité », on oublie de dire que c'est sans budget, ni cadre clair.**

Plus de programmes ? 41 000 heures de programme régional en 2024, contre 26 000 en 2020. Mais ce bond s'est fait à moyens constants, voire en baisse dans certaines équipes. **Les salariés paient l'addition : externalisation, précarisation des équipes, épuisement généralisé, démotivation.** Même constat pour les 250 documentaires produits par an : la direction se vante de valoriser les territoires, mais les salariés de France 3 qui voudraient bien les tourner, eux, ne sont pas entendus.

Des coopérations inter-entreprises à marche forcée : le Carnaval de Dunkerque, les 4 Jours de Dunkerque... La direction se félicite de couvrir en partenariat avec France Bleu des événements qui « font territoire ». Des concepts, et pendant ce temps, les salariés comme les téléspectateurs n'y comprennent plus rien.

Radio France, France Bleu, France 3 : on nous parle de complémentarité, mais en réalité, les matinales communes, les projets éditoriaux croisés, et la mutualisation des contenus préparent une filialisation. **Là encore, aucune concertation.** Les salariés sont mis devant le fait accompli.

JUIN 2025

SUIVEZ-NOUS SUR



[CFDT-FTV.FR](https://www.cfdt-ftv.fr)



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

La marque France Télévisions : l'effacement de l'identité des chaînes.

Derrière l'annonce de la « nouvelle numérotation » se cache une opération de recentralisation. Depuis le 6 juin, France Télévisions fait mine de moderniser son image en apposant son logo unique sur toutes les chaînes, de France 2 à France 5, sans tenir compte des identités historiques et éditoriales de ces antennes. Cette logique met à mal ce qui faisait la richesse du service public : **la diversité, la spécificité des lignes éditoriales**. Et allez comprendre, la proximité avec les publics ne méritant pas le logo France Télévisions, il est renvoyé chez ICI.

Ce qui est présenté comme une « clarification » pour les téléspectateurs n'est qu'un brouillage. La direction affirme que les jeunes Français ne savent plus ce que sont France 2 ou France 5 ? Les jeunes Français ne sont donc pas attachés aux marques ? Alors que nous le savons tous, nombreux sont ceux qui justement se définissent par des marques... Dans leur look, leurs habitudes de consommation, leurs références. Un argument discutable et surtout condescendant, contredit par les usages réels. Le lien affectif et culturel entre les chaînes et leurs publics demeure fort, mais cela, la direction choisit de l'ignorer pour nous balancer dans le grand bain bouillonnant d'un « no man's land » mortifère.

Et les salariés dans tout ça ? Quelles sont les conséquences d'un tel projet ? La transformation est présentée comme une suite logique d'un processus entamé en 2015. Mais cette continuité revendiquée n'a jamais été débattue en instance.

La suppression des logos de chaînes sur les antennes : tout est décidé sans concertation, sans transparence, sans analyse d'impact sur les conditions de travail, et aucune étude marketing qui tienne la route ne nous est présentée. Tout est dicté par une vision purement descendante.

JUIN 2025

Or, le service public n'est pas un produit de consommation : c'est une mission. Et cette mission mérite mieux que des choix unilatéraux – et douteux.

Le basculement vers le numérique est présenté comme inévitable, presque salvateur. Mais cette approche ignore que **la plupart des Français regardent encore les chaînes linéaires chaque semaine**. L'illusion du numérique occulte aussi les réalités du terrain : des métiers impactés, des repères effacés, des équipes en réorganisation permanentes.

Vie du CSE C :

Véronique Lamartinière (Martinique) est désignée présidente de la commission Outremer; Abal Ali Combo (Mayotte) intègre la CSSCT C.

Le CSE C se réunira à nouveau à la mi-septembre.

Vos représentants et élus Cfdt FTV :

Majid Bensmail (Pôle OM), Stéphane Servant (Guadeloupe),
Yvonne Roehrig et Pascal Lefebvre (réseau F3)

SUIVEZ-NOUS SUR



CFDT-FTV.FR



[Nos Délégués syndicaux centraux](#)

Vous souhaitez nous poser des questions ? Contactez-nous au : 01 56 22 88 21 -
cfdtgroupe@francetv.fr